


[REDACTED]

TR: enquete publique

[REDACTED]

 1 pièce jointe (1 Mo)

courrier commissaire enquêteur.docx;

De : gaelle de rengervé <[REDACTED]>

Envoyé : vendredi 26 septembre 2025 21:09

À : Publicite MTPM <mtpm.publicite@metropoletpm.fr>

Objet : enquete publique

Madame Gaëlle ROLLAND DE RENGERVE



83260

LA CRAU

À l'attention de Monsieur le Commissaire Enquêteur

Mairie de LA CRAU

15 Bd de la République

83260 LA CRAU

Objet : Observations dans le cadre de la révision du Plan Local d'Urbanisme (PLU)

Monsieur le Commissaire Enquêteur,

Dans le cadre de l'enquête publique relative à la révision du Plan Local d'Urbanisme de la commune de LA CRAU, je souhaiterais formuler plusieurs observations et réserves quant aux orientations envisagées et notamment sur **l'AOP n°3 Secteur les longues.**

Il semble que cet aménagement cumule tous les signaux rouges d'un aménagement durable.

Périmètre :



Projet



Figure 17 | OAP-3 - Plan de phasage possible (schéma de principe)

1. Risque d'étalement urbain et disparition des terres agricoles

Le projet de révision du PLU prévoit une urbanisation étendue, avec notamment l'ouverture à la construction de plusieurs zones aujourd'hui à vocation agricole. Or, cet étalement urbain va à l'encontre du principe de gestion économe de l'espace inscrit dans le Code de l'urbanisme. L'artificialisation des sols entraîne la perte irréversible de terres fertiles, nécessaires à notre avenir alimentaire et aux sources d'approvisionnement locales ;

Cela porte atteinte également à la préservation des territoires et constitue une atteinte écologique immédiate et économique à long terme.

2. Atteinte aux ressources naturelles : manque d'eau

La ressource en eau est déjà sous tension sur notre territoire, comme dans de nombreuses régions de France. Ajouter 500 logements, soit potentiellement près de 2000 habitants supplémentaires, aggraverait cette pression sur une ressource vitale. Aucune mesure claire n'est présentée pour garantir un approvisionnement durable et sécurisé en eau potable, ni pour traiter les eaux usées dans des conditions satisfaisantes.

L'avis de la MRAE pointe de lourdes insuffisances de justification sur ce point dans ce projet de PLU.

3. Infrastructures insuffisantes

L'arrivée de 500 logements nécessitera le développement d'infrastructures scolaires, routières, sanitaires, sportives et de transport public. À ce jour, aucune planification précise ni étude d'impact solide ne semble démontrer la capacité de la commune à accueillir un tel afflux dans des conditions satisfaisantes pour les habitants actuels et futurs. L'absence d'anticipation risque de dégrader fortement la qualité de vie.

4. Atteinte au paysage et au cadre naturel

Le projet menace le paysage remarquable de la commune, notamment le secteur en retrait du Mont Fenouillet, qui constitue un repère naturel et patrimonial fort. La construction dans les zones de proximité immédiate altérerait l'équilibre paysager et pourrait compromettre l'accès et l'usage des chemins existants, aujourd'hui appréciés par les promeneurs, sportifs et familles.

Vue actuelle



Figure 16 | Le site vu depuis le nord-ouest, au droit de la RD554. En fond de scène, le Mont Fenouillet

5. Risque de mitage entre zones urbaines et zones agricoles/forestières

La juxtaposition brutale de nouvelles zones urbanisées avec des espaces agricoles ou forestiers fragilise ces derniers et accentue les conflits d'usage. Cela conduit à une dégradation du tissu rural et à une banalisation du territoire, en contradiction avec les objectifs de protection des espaces naturels et agricoles.

6. Menaces sur la biodiversité locale

La destruction ou la fragmentation des habitats entraîne la disparition progressive de nombreuses espèces, parfois protégées. Plusieurs secteurs concernés par la révision du PLU abritent une faune et une flore remarquables, qui ne peuvent être déplacées ou reconstituées artificiellement. Cette perte est irréversible.

Ainsi, dans une logique de sobriété foncière, de préservation des terres agricoles, de protection des paysages et de prise en compte effective des limites écologiques et infrastructurelles de notre territoire, je demande à ce que cette OAP n°3 soit totalement refondue.

Je vous remercie par avance de l'attention que vous porterez à ces remarques, et vous prie d'agréer, Monsieur (ou Madame) le Commissaire Enquêteur, l'expression de mes salutations distinguées.

Madame Gaëlle ROLLAND DE RENGERVE